



Mme la Présidente de la Région

Hôtel de Région

1, rue de la Loire

44966 NANTES CEDEX 9

Objet : Réduction budgétaire de 100 millions d'euros.

Madame la Présidente,

Les membres du groupe régional du Pacte du pouvoir de Vivre* ont appris par les médias, au travers de vos déclarations, la réduction de 100 millions d'euros du budget régional que vous envisagez sur l'année 2025.

Tout d'abord, nous condamnons la méthode utilisée pour annoncer cette réduction qui s'est faite de manière autoritaire, brutale, par le biais des médias et sans aucune concertation avec les acteurs concernés.

Ces annonces, qui portent à ce jour sur une baisse de 73% du budget consacré à la culture, de 50 % pour celui du sport, de 3 millions pour les missions locales vont toucher bien d'autres secteurs de l'ESS comme les associations engagées sur l'environnement, la santé, la prévention, la formation, mais nous n'en connaissons pas pour le moment les taux de réduction envisagée.

Cette réduction de 100 millions d'euros est déraisonnable.

Déraisonnable financièrement, car ces 100 millions d'euros nous semblent excessifs. Si la réduction de certains financements de l'Etat est réelle, elle n'est pas encore connue et sera très nettement moins importante que la réduction que vous avez annoncée. Mais quelle urgence y'avait-il à communiquer sur un chiffre symbolique alors que tous les éléments ne sont pas définitifs. Il s'agit bien d'un choix politique que vous avez fait.

Déraisonnable économiquement, car déjà le chiffrage de vos mesures implique des pertes d'emplois conséquentes notamment dans le secteur associatif. Nous chiffrons la perte d'emplois à 13 000 dans l'ESS, dont 150 équivalents temps plein pour l'environnement et 66 pour les missions locales auxquels s'ajoutent les 100 postes supprimés au Conseil régional. Nous craignons donc que les réductions du financement régional aient un effet très lourd qui conduirait à un affaiblissement économique de la Région.

Déraisonnable socialement car, derrière ces suppressions de postes, ce sont des salariés privés d'emploi, en précipitant nombre d'entre eux dans une situation instable, voire les plongeant directement dans la précarité. De plus, elles affaibliront l'action d'organismes et associations qui aident les personnes les plus fragiles comme les missions locales qui aident les jeunes les plus en difficultés à s'insérer dans l'emploi. Cette décision est d'autant plus incompréhensible, que le conseil régional affiche une double priorité sur l'emploi et sur la jeunesse. Il en est de même pour d'autres secteurs où de nombreuses actions de prévention et d'aides aux plus démunis vont disparaître.

D'autre part, vos annonces de réduction du budget, s'accompagnent d'une suppression de 100 emplois au conseil régional. Ce chiffre de 100 est descendant et vous l'avez imposé sans aucune concertation préalable avec les représentants du personnel. Pourtant, la région a un taux d'emploi de fonctionnaires territoriaux régionaux inférieur à la moyenne nationale. Cette réduction va accroître la charge des agents et amoindrir les missions de services publics de la région y compris dans les territoires ruraux.

Concernant la culture, vos déclarations dans la presse nous sont apparues comme totalement déplacées. Nous rappelons que la culture est indispensable à l'humain et qu'elle est également un facilitateur du vivre ensemble sur les territoires de la région, loin des postures et des clivages. Les décisions annoncées auront un effet dévastateur pour tous les secteurs professionnels de la culture et ses 26 400 emplois dans les festivals, les théâtres de proximité, les cinémas... Auquel il faut ajouter les associations culturelles fonctionnant grâce au bénévolat. C'est aussi sur ce monde de bénévoles, de personnes engagées pour la vie du territoire que s'abat cette décision.

Votre proposition de réduire fortement le budget est- t-elle vraiment la réponse que les citoyens et les territoires attendent après le scrutin de juillet dernier ? Nous vous alertons sur le fait, que le mécontentement populaire que vont engendrer vos mesures, si vous les maintenez, ne fera que renforcer l'instabilité politique et les clivages grandissant au sein de la population.

Le groupe régional du PPV vous demande de revenir sur votre décision et d'ouvrir une grande concertation avant la session du Conseil Régional qui discutera du budget primitif 2025.

Pour donner du temps à la concertation, nous demandons un report de celle-ci en janvier 2025. Ce serait une position plus mesurée et courageuse, conforme à l'ADN de dialogue de notre région.

Le groupe régional PPV est prêt à en discuter avec vous.

Veillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour le groupe régional du PPV.

Jonathan SEMELIN - 06.48.50.03.93 – jsemelin@paysdelaloire.cfdt.fr

* LA CFDT, L'UNSA, FNE, La ligue de l'Enseignement, la FAGE, le Mouvement associatif, les Francas, la Mutualité Française, le Pacte Civique, le Secours Catholique, l'URIOPSS, le Comité 21, Léo Lagrange, Le CRAJEP, L'URAHJ et La FAS.

